

Les reproches des syndicalistes algériens à la gauche française

L'EXPRESS vient de publier un reportage de Jean Cau dans lequel ce dernier rapporte les propos de syndicalistes de l'U.G.T.A. qui ne sont pas tendres pour la gauche française, ses organisations politiques et syndicales. Selon le talentueux rédacteur de L'EXPRESS, ce reportage est « un énorme pavé » jeté dans la mare. Sans vouloir rechercher le sensationnel, voyons ce qu'il en est. Alors que l'U.G.T.A. a envoyé un message de sympathie au 1^{er} Congrès du P.S.U. tenu à Clichy, alors que la guerre d'Algérie est entrée dans sa huitième année, les déclarations de ces camarades algériens méritent toute notre attention.

Sans examiner les critiques adressées au P.C. et à la C.G.T., L'HUMANITE a prétendu qu'il s'agissait pour L'EXPRESS « de dresser les uns contre les autres les travailleurs français et les travailleurs algériens ». Ce serait évidemment une mauvaise besogne, mais il est trop simple d'exalter la fraternité franco-algérienne sans voir ce qu'il en est réellement. Il est trop simple de nier les difficultés, les insuffisances et même les trahisons qui ont marqué le combat anti-colonialiste de la gauche française. La guerre qui continue nous rappelle à plus de modestie. D'autre part, la solidarité internationale des travailleurs ne souffre pas les malentendus. Notre Parti qui s'est constitué en réaction contre les faiblesses et les erreurs de la gauche traditionnelle se doit

d'avoir ce courage, dont parlait Jaurès, qui est de « rechercher la vérité et de la dire ».

Nous examinerons donc les critiques adressées par les syndicalistes algériens, selon L'EXPRESS, aux différents courants de la gauche française.

LES camarades algériens ne sont pas sans reconnaître quelques mérites à la C.G.T. et au Parti Communiste qui, pour eux, ne font qu'un : « Qu'elle (la C.G.T.) ait eu, depuis 1954, des prises de position positives, nous l'accordons. Qu'elle ait parlé très vite et très tôt de l'indépendance de l'Algérie, qu'elle ait affirmé la légitimité et la valeur de notre lutte, nous l'accordons. »

Cependant leur satisfaction s'arrête là : « Mais les actes? Où sont-ils? Quand sont-ils venus?... »

Et les critiques de commencer à pleuvoir : « Accrochée aux bouées de la « légalité », paralysée, car ça arrangeait ses dirigeants, par les fantômes de la « dissolution », la C.G.T. n'a jamais déclenché en notre faveur un mouvement coordonné d'ensemble visant à incarner dans la fraction de la classe ouvrière française dont elle est le défenseur et le guide le sentiment d'une solidarité entière avec nous. »

*Qu'attendez-vous
pour nous aider ?*

Sans doute cette solidarité était-elle difficile à manifester, mais les syndica-

listes algériens dénoncent ce qu'ils appellent les « mythes-alibis » et rappellent d'autres combats très difficiles — et plus douteux — menés par la même C.G.T. : « **Sollicitée par nous à plusieurs reprises et de manière pressante, la C.G.T. s'est toujours défilée. « Qu'attendez-vous pour nous aider ? » Ils nous répondaient: « Ce qui compte, c'est la lutte de masse que nous menons. » Lorsque nous demandions où était cette lutte et où étaient ces masses et qu'il fut un temps où leurs dirigeants, en tout cas, acceptaient de risquer la prison pour stigmatiser « Ridgway la Peste », ils nous montraient d'un grand geste « le peuple de France » dont ils ne pouvaient pas se séparer. Alors nous leur répondions que le peuple de France était inerte et que c'était aux syndicats, aux attelages de tête, de prendre leurs responsabilités et leurs risques. »**

Par ailleurs, les syndicalistes de l'U.G.T.A. reprochent à la C.G.T. de ne pas avoir mené un combat aussi résolu contre la guerre d'Algérie que celui qu'elle avait mené contre la guerre d'Indochine. Ils sont amenés naturellement à faire la critique du Parti Communiste Algérien (P.C.A.) et celle du Parti Communiste Français:

« **Certains membres du P.C.A. venaient nous dire : « Ne bougez pas. La révolution doit d'abord se faire en métropole... » En d'autres termes, c'était à partir de la libération du prolétariat français que l'Algérie, un jour, serait libre. « Attendez que nous soyons libres et vous le serez ensuite. Nous exporterons cette liberté, nous vous la donnerons. Patientez. En attendant, criez avec nous contre le martyr des ROSENBERG, le militarisme allemand et l'installation des bases américaines en France. Laissez les Grands de la classe supérieure, enfants de l'école primaire, faire la révolution sous la coupole de l'Académie de la rue Le Peletier. »**

On ne saurait mieux dénoncer le

dogmatisme du P.C., sa paralysie provoquée par des considérations de stratégie internationale, son incapacité à comprendre lui aussi le grand drame de la décolonisation.

Les syndicalistes algériens veulent aussi ignorer les « éternels » problèmes de « front commun » qui sont ceux du P.C. Cependant, si ces problèmes tiennent à la nature à la fois sectaire et opportuniste de ce Parti, il n'en est pas moins vrai que les difficultés d'une action commune, et par conséquent efficace, de la gauche française sont profondément ressenties par tous les hommes de gauche de ce pays. On comprend que nos camarades algériens soient moins sensibles, à ces difficultés. Cependant ils peuvent faire remarquer qu'en une circonstance au moins, le 27 octobre 1960, alors que le « front commun » était pratiquement réalisé, ce sont les communistes qui se sont efforcés de le torpiller.

Le jugement des Algériens est catégorique sur ce point : « **Lorsque l'U.N. E.F. et la F.E.N. lancent un mot d'ordre de manifestation pour le 27 octobre et que la C.G.T., d'une part refuse en alléguant qu'elle ne peut pas, elle, la C.G.T., laisser à l'U.N.E.F. et à la F.E.N. un rôle moteur d'initiative qui la « déborde », et, d'autre part, accuse, pour comble, la F.E.N. d'avoir des « contacts douteux » — nous refusons carrément de comprendre et, mieux, nous accusons. »**

Cette journée — qui vit se dérouler les seules manifestations d'envergure en sept ans de guerre d'Algérie — suscita d'ailleurs quelques remous à la C.G.T. et au P.C. (on sait notamment que Servin et Casanova n'étaient pas d'accord avec Thorez sur le refus de participer à la manifestation centrale de Paris).

Soutien aux messalistes et " Troisième force "

Les syndicalistes de l'U.G.T.A. sont

encore plus sévères pour F.O. et pour la S.F.I.O., ainsi que pour le M.S.U.D. dont ils attribuent à tort le patronage « spirituel » à Auguste Lecœur et la direction « pratique » à Guy Mollet. On comprend d'ailleurs qu'ils ne portent pas dans leur cœur le héros du 6 février algérois, ainsi qu'Hervé et Lecœur devenus les hommes à tout faire du national-mollétisme.

Ce que reprochent, en effet, les militants de l'U.G.T.A. aux dirigeants de F.O. et du M.S.U.D., c'est leurs sympathies pour le M.N.A. et son organisation syndicale l'U.S.T.A. Ils présentent ainsi l'admission de l'U.G.T.A. à la C.I.S.L. (Confédération Internationale des Syndicats Libres) : « Pour évoquer un point d'histoire, lorsqu'en 1956 il y eut à proposer la candidature d'une organisation algérienne auprès de la C.I.S.L., Lapeyre et Bothereau soutinrent l'U.S.T.A. (Union Syndicale des Travailleurs Algériens) < ... >. Si la nôtre fut retenue, ce fut malgré F.O. et parce que les dirigeants américains de la C.I.S.L. — et notamment Irving Brown — comprirent à temps dans quel piège on voulait les faire tomber. »

Les militants de l'U.G.T.A. évoquent également une initiative peu connue de la S.F.I.O. et qui fut un échec. Il s'agissait bien cette fois de créer une « troisième force » en Algérie même : « Lorsque, après avril, surgit le F.A.D. (Front de l'Algérie Démocratique), qui trouvons-nous derrière? Guy Mollet et son conseiller ès-révolutions Lecœur et le M.N.A. Que le M.N.A. ne représente rien, que le F.A.D. se soit écroulé et en soit réduit à envoyer quelques adresses piquées dans les fichiers et les classeurs des mairies socialo-mollétistes ne décourage en rien la S.F.I.O. »

Lacoste,
ce chef socialiste

Mais c'est avant tout en raison de l'approbation donnée à la guerre d'Algérie

par F.O. et la S.F.I.O., pendant une certaine période, que nos camarades algériens s'en prennent à ces organisations: « **Enfin, et puisque nous ne séparerons jamais, avant qu'elle ne s'en sépare elle-même, F.O. de la S.F.I.O., nous n'oublierons jamais que la S.F.I.O. a pratiqué la guerre d'Algérie. Nous n'oublierons jamais que la S.F.I.O., qui compte des ouvriers et des fonctionnaires socialistes dans ses rangs, a popularisé cette guerre au lieu de la dénoncer comme une entreprise folle et criminelle. Nous n'oublierons jamais que le chef syndicaliste et socialiste Robert Lacoste a régné en Algérie et que de son règne datent des crimes dont il porte la responsabilité mais dont la honte a dû être endossée par le peuple français.** »

En ce qui concerne F.O., les choses furent parfois plus nuancées. C'est ainsi qu'au Comité Confédéral National d'Amiens, d'avril 56, R. Bothereau déclarait à propos de l'Algérie : « **On ne peut exclure aucune solution, pas même l'indépendance.** » Cette déclaration fit quelque bruit à l'époque, alors que le chauvinisme commençait à gagner la S.F.I.O. et la base de F.O. Cependant, au Congrès de l'automne suivant, deux motions sur l'Algérie s'affrontaient : l'une défendue par la mollétiste Mourgues (secrétaire de la puissante fédération des P et T) était favorable à la « pacification » ; l'autre défendue par Bergeron (actuel secrétaire confédéral) se prononçait pour des négociations avec le F.L.N. Lacoste avait fait envoyer d'Algérie des syndicalistes de choc destinés à impressionner les délégués. Bothereau fit connaître aux auteurs de la motion présentée par Bergeron qu'il était d'accord avec eux mais ne prit pas position publiquement pour ce texte qui fut repoussé.

Un "réservoir
de bonnes âmes"

Quant à la C.F.T.C., bien qu'elle se soit éloignée du M.R.P., beaucoup plus que F.O. de la S.F.I.O., ses positions semblent également critiquables aux militants de

l'U.G.T.A. J. Cau leur prête ces propos assez ironiques : « **La C.F.T.C. c'est le réservoir des bonnes âmes et des bonnes volontés.** ». Ils reprochent à la Centrale de se préoccuper surtout de l'action commune en cas de putsch et rappellent qu'en mai dernier leur organisation a proposé aux syndicats français un communiqué commun comme en janvier. « Seule, la C.G.T. le signe. F.O. et C.F.T.C. déclarent qu'elles ne peuvent faire leurs conclusions sur le Sahara et les Européens d'Algérie. » Rappelons à ce sujet que le P.S.U. avait reconnu la légitimité des revendications algériennes concernant la souveraineté sur le Sahara — avant que de Gaulle lui-même ne le fasse (au moins en paroles) dans une conférence de presse.

Cependant, ce sont surtout ses réticences dans l'action que les syndicalistes algériens reprochent à la Confédération CFTC : « **En juin, immédiatement après l'élection d'un nouveau bureau C.F.T.C. fut expédiée aux U. D. une circulaire confidentielle (nous l'avons eue) déclarant qu'aucune union ne devait être réalisée sur le problème algérien avec la C.G.T. et, plus généralement, qu'aucune position sur ledit problème ne devait être prise sans l'accord de la Confédération.** » Ils évoquent aussi le fait que la Confédération n'ait pas soutenu officiellement la manifestation parisienne du 27 octobre 60, bien que ses militants y aient participé (comme ceux de F.O. malgré l'opposition du Bureau confédéral).

Des pétitions

mais pas de solidarité

En conclusion, les camarades algériens n'y vont pas par quatre chemins: « **Nous avons évalué la solidarité des travailleurs et du peuple français. Nous savons qu'elle n'existe pas en dehors des communiqués, des pétitions et des appels. Nous en prenons acte. Aux**

syndicats, aux partis, à la gauche française d'être mis le nez sur leur pourrissement. »

Ce jugement pourra paraître sévère aux militants des diverses organisations. Les syndicalistes en particulier remarqueront que l'U.G.T.A. s'est adressée à eux en plusieurs circonstances et qu'elle a malgré tout signé en janvier 61 des déclarations avec les centrales françaises dont elle déplore par ailleurs l'inaction.

Il est vrai que les Algériens ne montrent guère d'enthousiasme sur les conditions dans lesquelles l'accord fut réalisé sur ces textes.

Écoutons-les encore une fois: « **A Genève, en janvier 1961, notre U.G.T.A. sollicite de toutes les organisations syndicales une rencontre commune au terme de laquelle sera publié un communiqué commun. Ah ! ce fut un beau cirque lorsque vint l'heure de la signature. La C.F.T.C., F.O. et la F.E.N. refusèrent de signer avec la C.G.T. et l'U.N.E.F. qui, elles, étaient disposées à signer en commun. Résultat : le communiqué fut publié d'une part avec les signatures de l'U.G.T.A. et celles de la C.G.T. et de l'U.N.E.F., d'autre part, avec les signatures de l'U.G.T.A. et de F.O., enfin avec celles de l'U.G.T.A. et de la C.F.T.C. Dans les deux derniers cas (U.G.T.A. + F.O. et U.G.T.A.+ C.F.T.C.) certains paragraphes durent même être rognés!** »

La gravité de l'enjeu

Ces faits illustrent naturellement la grande misère de la gauche française paralysée par ses divisions. Cependant il ne s'agit plus seulement de communiqués. Il faut user de tous les moyens propres à développer une pression populaire capable d'imposer la paix.

Le Conseil National de notre Parti a eu raison de proposer « **l'organisation dans l'union la plus large possible d'une journée nationale d'action contre le fascisme et le racisme et pour la paix en**

Algérie. » La manifestation P.S.U. du 1^{er} novembre et la manifestation des jeunes du 18 novembre ont contribué à créer le climat nécessaire.

Cependant nous n'ignorons pas les difficultés qui existent, en particulier sur le plan des organisations syndicales, les rivalités et les méfiances, qui opposent les centrales. Il faut que la C.F.T.C. et F.O.

admettent que l'action commune n'est pas seulement nécessaire sur le plan corporatif. Il ne faut pas que la C.G.T. prétende monopoliser la direction du mouvement. Il faut que tous soient conscients de la gravité de l'enjeu.

Maurice Combes.

Tribune Socialiste n° 79
9 décembre 1961
Page 3